

---

# Le CNPO veut garder un regard sur le marché de l'œuf

17 juin 2014 Pascal Le Douarin

**En plus de la communication institutionnelle sur les qualités de l'œuf, le Comité national pour la promotion de l'œuf agit pour mieux ajuster l'offre.**



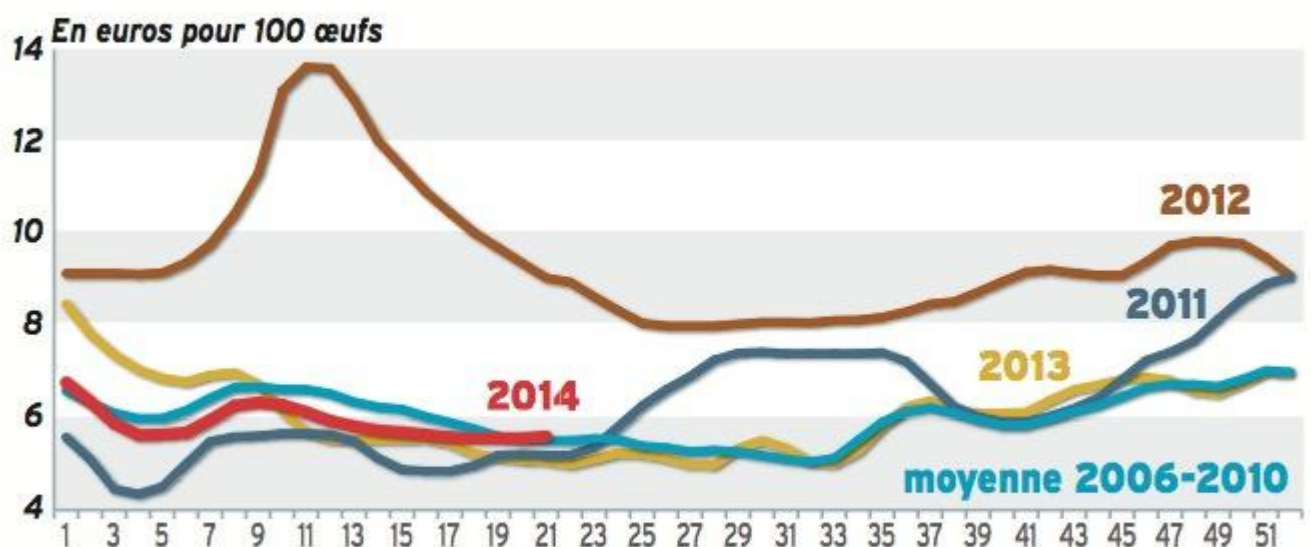
Sur les trois premiers mois de 2014, les achats des ménages progressent de 3,6 %. - © Asset Adocom

L'interprofession avait de quoi se réjouir le 21 mai, lors de sa rencontre annuelle avec toute la presse, professionnelle et généraliste. Pour l'année 2013, la consommation est en hausse moyenne de 2 % en GMS, variant selon le mode d'élevage (-0,4 % en standard, +2,4 % en plein air, +8,7 % en bio), mais avec des prix consommateurs stables ou légèrement baissiers (-0,5 % en standard, -1,1 % en bio). Sur les trois premiers mois de 2014, les achats des ménages progressent encore de 3,6 %. Les volumes produits ont bondi de 12,4 à 15,2 milliards d'unités, les importations ont fortement reculé (-7,9 % en volume pour les ovoproduits et -35,5 % pour les œufs coquille) et les exportations progressé (+5,7% pour les ovoproduits et + 17,8 % pour les œufs coquille en volume).

La balance commerciale est redevenue excédentaire avec un solde positif de 24 millions d'euros contre moins 48,5 millions l'année précédente.

En passant le cap de la mise aux normes, la France a conforté sa place de leader européen, se félicite Philippe Juven, président du CNPO. Elle l'est aussi en termes de qualité sanitaire des élevages, avec très peu de détections de salmonelles (une trentaine de lots de pondeuses en 2013). « *Les améliorations du bien-être et de la qualité sanitaire renforcent la confiance des clients et des consommateurs d'œufs français* », souligne Philippe Juven. Cependant le contexte économique a beaucoup changé depuis trois ans. Le président du CNPO, éleveur lui-même, n'oublie pas les tensions persistantes sur les prix, que vivent au quotidien éleveurs et metteurs en marché. Le niveau absolu de prix n'est pas si bas que cela, comme en témoigne sur plusieurs années la cotation TNO du journal *Les Marchés*. Mais au regard du prix de vente des œufs, les coûts alimentaires et fixes sont trop élevés. Dans ce contexte de surproduction, l'exportation se développe. Ses variations conjoncturelles expliquent des cours en yoyo, sans tendance nette à la hausse comme à la baisse.

## ÉVOLUTION DES COTATIONS TNO DES ŒUFS CALIBRÉS M ET G



Après les hausses historiques de 2012, la tendance s'est renversée depuis 2013 alors que les coûts de production ont considérablement augmenté (coût alimentaire et investissements récents).

Source : Les Marchés

## « Passeport de la poule » et vide technique

Statutairement, **l'interprofession n'a pas vocation à intervenir frontalement sur la maîtrise de l'offre, mais elle peut le faire indirectement.** Tout d'abord en améliorant la connaissance de l'offre. Appelée « **passeport de la poule** », l'initiative consiste à suivre anonymement les mouvements de poules, de leur naissance à leur mort, pour en tirer des prévisions de production dans les différents modes d'élevage. Cinq organisations testent ce passeport qui pourrait être généralisé en 2015. En complément, les fabricants d'aliment vont fournir des statistiques plus précises et l'Itavi améliorer l'indicateur de coût de production. Toujours au stade de la production, le CNPO envisage de demander aux pouvoirs publics d'imposer une durée minimale de vide technique entre deux lots, à des fins d'amélioration de la qualité sanitaire des œufs et des élevages. Cette idée avait été l'objet de la 24<sup>e</sup> recommandation dans le rapport « **Appui à la structuration de la filière œuf** » remis en octobre 2013 au ministre de l'agriculture. Une concertation a été lancée sur le terrain pour trouver un consensus sur une durée qui sera inscrite dans le marbre. Philippe Juven espère voir aboutir ce dossier avant la fin de l'année, avec un impact rapidement mesurable sur l'offre.

Enfin, le CNPO a entamé une réflexion sur l'accompagnement aux exportateurs d'œufs et sur la promotion de l'œuf dans la restauration hors domicile.

L'interprofession reste aussi attentive sur les dossiers internationaux. L'ouverture d'un quota ukrainien de 4500 tonnes à droit nul est à surveiller de près, tandis que dans le cadre de l'accord UE-USA, l'œuf doit être reconnu comme un produit sensible soumis à des règles d'échanges précises, estime Philippe Juven